



STATUTS

Juin 2024

L'AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION MARSEILLAISE:

Soumis à l'approbation de l'Assemblée
générale extraordinaire du 13 juin 2024

Statut

Adoptés par assemblée générale constitutive du 21/05/1969

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 04/11/1991

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 29/06/1993

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 04/07/2003

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 30/09/2008

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 26/11/2015

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 28/11/2002

Modifiés par Assemblée générale extraordinaire du 23/06/2022

TITRE I NOM - OBJET - SIEGE

ARTICLE 1 - CONSTITUTION

Il est créé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi de 1901, dénommée : **Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise**, en abrégé, **AGAM**.

ARTICLE 2 - OBJET

Outil d'expertise, d'études et de conseil, l'AGAM, dans un cadre partenarial, l'AGAM pour but la réalisation, le suivi des programmes d'études pouvant concourir au développement et à l'aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise dans un contexte de dynamique des territoires interpellant plusieurs échelles territoriales.

Elle a notamment, pour mission de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, à l'élaboration des documents d'urbanisme, et de préparer les projets d'agglomérations dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Par ailleurs, elle peut procéder à des études à la demande et pour le compte des collectivités locales, d'administrations ou de services publics ou privés, non adhérents de l'Association, sous forme de prestations de services rémunérées.

ARTICLE 3 - DUREE

La durée de l'Agence est illimitée.

Elle peut être dissoute dans les conditions fixées à l'article 27.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 49 la Canebière - Louvre et Paix - 13001 - Marseille.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'administration sur proposition du Président.

TITRE II MEMBRES

ARTICLE 5 – Membres et partenaires associés de l'Association

L'Association est constituée de membres titulaires, de membres adhérents et de partenaires associés participant aux activités de l'Association.

Seuls les représentants des membres titulaires et des membres adhérents ont voix délibérative au sein de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et du Bureau, les partenaires associés ayant voix consultative.

En cas de fusion de collectivités territoriales ou de groupements de collectivités territoriales, la nouvelle collectivité territoriale ou le nouveau groupement de collectivités territoriales se substitue, sans formalité, aux collectivités ou aux groupements de collectivités territoriales concernés.

A – Membres titulaires

Ont la qualité de membre titulaire :

- l'Etat,
- les collectivités locales
- les établissements publics de coopération intercommunale
- les établissements publics industriels et commerciaux
- les personnes morales de droit public, chargés d'une mission de service public ou d'intérêt général

B – Membres adhérents

Ont la qualité de membre adhérent de l'Association

- les communes fondatrices de l'agence

et après agrément par le Conseil d'administration,

- toute personne morale de droit public
- les collectivités locales et territoriales
- les établissements publics de coopération
- les établissements publics industriels et commerciaux

portant un intérêt aux travaux et réflexions conduites par l'agence

C – Partenaires associés

Sont partenaires associés, les personnes morales de droit privé ou de droit public intéressées par les missions poursuivies par l'Association en raison, notamment, de leur propre but et qui auront été agréées par le Conseil d'administration.

Les partenaires associés sont représentés par l'autorité exécutive ou leur

A

représentant.

Ils sont exonérés de toute cotisation mais peuvent octroyer des subventions, fonds de concours ou contributions pour accompagner les activités de l'AGAM.

Les partenaires associés participent avec voix consultative aux travaux de l'Assemblée Générale et, sur invitation du Président, à ceux du Conseil d'administration et du Bureau.

La liste des partenaires associés au jour de l'approbation des présents statuts modifiés figure en annexe.

ARTICLE 6 - ADHESION - RADIATION – COTISATION

Pour être admis comme membre adhérent, titulaire ou partenaire associé, il faut être agréé par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration statue, au vu du dossier de demande du demandeur, à la majorité des membres présents. La décision n'a pas à être motivée.

La qualité de membre de l'Association se perd :

- par la démission, le membre se retirant devant participer aux obligations financières acceptées antérieurement à la date de notification de sa démission,
- par l'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Il sera perçu tous les ans, une cotisation à la charge de chaque membre de l'Association.

Le taux de cette cotisation est fixé par l'Assemblée Générale ordinaire.

Article 7 - L'ASSEMBLEE GENERALE

Elle est composée de l'ensemble des membres qui siègent avec voix délibérative et des partenaires associés disposant d'une voix consultative.

A - Membres titulaires

1) L'Etat est représenté par quatre représentants dont le Préfet des Bouches du Rhône ainsi que par

- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
- le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille
- le Directeur Départemental des Finances Publiques des Bouches-du-Rhône.

2) La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par quatorze de ses élus.

3) La Ville de Marseille, représentée par huit de ses élus.

4) Euroméditerranée, qui désigne un représentant

5) La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, qui désigne un représentant

6) Le Grand Port Maritime de Marseille, qui désigne un représentant.

B - Membres adhérents

1) les communes d'Allauch, Plan de Cuques, les Pennes Mirabeau et Septèmes les Vallons, ès-qualité, à jour de leur cotisation, représentées chacune par leur maire ou son représentant,

2) Les membres adhérents au sens de l'article 5 des présents statuts, à jour de leur cotisation, représentés chacun par leur maire, le président de l'exécutif ou son représentant,

C - A titre consultatif

- Les partenaires associés participent avec voix consultative aux travaux de l'Assemblée Générale.
- Deux représentants du personnel, désignés par le Comité d'Entreprise, assistent avec voix consultative à ses séances.

TITRE III ADMINISTRATION

ARTICLE 8 - ASSEMBLEE GENERALE - CONVOCATION

L'Assemblée Générale, composée de tous les membres de l'Association, se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président du Conseil d'administration, ou à la demande des 2/3 (deux tiers) des membres disposant du droit de vote à l'Assemblée Générale.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les convocations sont faites par écrit. Elles comportent obligatoirement l'ordre du jour de la réunion. Elles doivent être envoyées au moins quinze jours francs avant la date de la réunion.

Par lettre adressée au Président dans les huit jours suivant la réception de la convocation, tout membre de l'Association peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toutes questions dont la discussion lui apparaîtra opportune.

Le Préfet, représentant l'Etat, peut demander au Président de procéder à la convocation de l'Assemblée Générale et, à défaut, par le Président d'avoir déféré à sa requête dans la quinzaine, il peut procéder lui-même à cette convocation.

A

ARTICLE 9 - VOTE

Chaque membre de l'Association est détenteur d'une voix délibérative par représentant.

L'Assemblée Générale ordinaire statue à la majorité simple des représentants des membres présents ou ayant donné pouvoir.

L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer que si au moins 1/3 (tiers) des représentants des membres est présent ou représenté.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale ordinaire est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle. Elle délibère alors valablement à la majorité relative quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Le vote par procuration entre les délégués est admis. Toutefois, chaque délégué présent ne pourra pas détenir plus de deux procurations.

ARTICLE 10 - POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

- L'Assemblée Générale approuve le rapport moral et financier établissant le bilan de l'activité de l'année écoulée.
- Elle délibère sur les orientations générales de l'Association.
- Elle vote le programme d'études et le budget prévisionnel de l'Agence, proposés par le Conseil d'administration.
- Elle examine les points dont l'inscription peut être demandée par un membre de l'Association suivant les dispositions de l'article 7.
- Elle fixe le montant des cotisations annuelles.
- L'Assemblée Générale est présidée par le Président de l'Association, élu par le Conseil d'administration.

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale est dite extraordinaire quand elle délibère sur :

- une modification des statuts
- la dissolution de l'Association

L'Assemblée générale extraordinaire est convoquée selon les modalités valables pour l'Assemblée générale ordinaire ; elle peut, en outre, être convoquée par

- décision du Conseil d'administration
- demande de la majorité des membres de l'Association

L'Assemblée générale extraordinaire ne peut valablement délibérer que si le 1/3 (tiers) des représentants des membres est présente ou représentée.

ARTICLE 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

A – L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de membres titulaires et des membres adhérents.

A

La répartition des membres titulaires au sein du Conseil d'Administration s'apprécie au prorata du niveau de participation financière. La répartition se fait comme suit :

1) L'Etat, représenté par :

- le Préfet des Bouches du Rhône
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

2) La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par quatorze de ses élus.

3) La Ville de Marseille, représentée par huit de ses élus.

4) Euroméditerranée, qui désigne un représentant

5) La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, qui désigne un représentant

6) Le Grand Port Maritime de Marseille, qui désigne un représentant.

B – A titre consultatif

- Deux représentants du personnel, désignés par le Comité d'Entreprise, assistent avec voix consultative à ses séances.
- Le Conseil d'administration pourra s'adjoindre pour une durée temporaire tout expert ou représentant d'organisme compétent avec voix consultative.

ARTICLE 13 - MANDATS

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration autres que les représentants es qualité de l'Etat est égale à celle de leur mandat d'élu et renouvelable.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit, notamment lorsqu'un membre ne détient plus de mandat électoral en raison duquel il a été désigné, le Conseil d'administration est complété en utilisant le mode de désignation retenu à l'article 12.

Le remplacement d'un membre doit être ratifié par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Le Conseil d'administration règle, par ses délibérations, toutes les activités et affaires de l'Agence.
- Il élit le Président de l'Association.
- Il délibère sur le contenu, la mise en œuvre et la programmation des programmes d'études et d'actions de l'Association.
- Il prépare le budget et suit son exécution.
- Il détermine le montant des cotisations à verser par les membres.
- Il désigne les membres du bureau du Conseil d'administration.
- Il peut établir un règlement intérieur.
- Il propose, si nécessaire, la modification des statuts, voire la dissolution de l'Association.

A

ARTICLE 15 - CONVOCATION ET REPRESENTATION

Le Conseil d'administration se réunit au moins 2 fois par an, et chaque fois que cela est nécessaire, sur convocation du Président ou sur demande du Préfet ou du tiers de ses membres.

Les convocations sont faites par écrit huit jours avant la date de la réunion ; elles comportent l'indication de l'ordre du jour de la séance, fixé par le Président.

La présence de 1/3 (tiers) au moins, des représentants des membres présents ou représentés est nécessaire à la validité des délibérations.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'administration est convoqué à nouveau, à 15 jours d'intervalle. Il peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les fonctions des membres du Conseil d'administration sont gratuites. Le procès-verbal des séances est adressé à tous les membres.

Les procès-verbaux sont signés par le Président après approbation du Conseil d'administration. Ils sont conservés au siège de l'Association.

ARTICLE 16 - COMITE TECHNIQUE DES PARTENAIRES

Cette instance est consultée pour la préparation du programme de travail arrêté par le Conseil d'administration. Elle peut être consultée également pour le suivi de ce programme de travail et à l'initiative du Président du Conseil d'administration ou de son représentant pour toute question relative à la réalisation d'une étude, notamment du point de vue méthodologique.

Le comité, présidé par le Directeur général de l'AGAM, est composé du Directeur général des services de chacune des structures membres ou partenaires de l'Association ou de son représentant et de deux représentants de l'Etat désignés par le Préfet.

En fonction de l'ordre du jour, il peut être élargi à d'autres représentants techniques des membres ou à des représentants techniques extérieurs.

ARTICLE 17 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres élus un Bureau composé :

- du Président de l'Association
- d'un secrétaire,
- d'un trésorier,
- de trois membres du conseil d'administration.

Le Bureau pourra s'adjoindre, à titre consultatif, d'autres membres du Conseil d'administration, selon la thématique abordée.

Le Bureau a qualité pour agir au nom du Conseil d'administration entre ses réunions.

A

Dans les décisions, en cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

ARTICLE 18 - LE PRESIDENT

- Le Président de l'Association, assure le respect des présents statuts : il prend les dispositions administratives nécessaires au bon fonctionnement de l'Association. Il prépare les ordres du jour. Il suit l'application des décisions prises.
- Il nomme aux emplois de l'Agence.
- Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile : il est investi de tous pouvoirs à cet effet.
- Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, d'une manière permanente ou temporaire, au Directeur général
- En cas d'absence, le Président désigne un membre du bureau pour présider l'Assemblée Générale.

ARTICLE 19 - LE DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur général de l'Agence est nommé par le Président du Conseil d'administration, sur proposition dudit Conseil, et après consultation du représentant du Ministère en charge des agences d'urbanisme.

Le Directeur général de l'Agence est, sous l'autorité du Président, et dans le cadre des délibérations du Conseil d'administration et du Bureau, responsable de l'animation de l'Agence et de l'orientation et de la direction de ses travaux et études.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions que celles prévues pour sa nomination.

Il est tenu à la plus grande réserve et ne peut donner, sous quelque forme que ce soit, à des tiers, des informations sur les objets ressortant de l'activité de l'Agence qu'après y avoir été autorisé par le Président, cas par cas.

Le Directeur général ne peut prendre ou conserver aucun intérêt ou occuper une fonction quelconque dans les entreprises privées traitant avec l'Association.

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués, le Directeur général est chargé de la passation des contrats et recrute le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence.

Le Directeur général a autorité sur l'ensemble du personnel de l'Agence. Il assiste aux séances du Conseil d'administration et du Bureau avec voix consultative.

Le Directeur général est chargé de veiller à l'administration interne de l'Agence.

Il établit les procès-verbaux des délibérations des différents organismes de gestion prévus par les présents statuts : à savoir, le Bureau, le Conseil d'administration et l'Assemblée Générale.

A

Il peut être autorisé par le Conseil d'administration -à titre exceptionnel- à accomplir une mission particulière, si celle-ci est conforme à l'intérêt et à la réputation nationale et internationale de l'Agence.

ARTICLE 20 - RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES DETACHES, MINISTERIELS ET TERRITORIAUX

Quatre postes au maximum peuvent être occupés par des fonctionnaires en service détaché, dans des emplois de Directeur d'études ou de Chargé d'Etudes ou Gestionnaire de données.

TITRE IV LE CONTROLE DE L'AGENCE

ARTICLE 21 - CONTROLE FINANCIER

L'Association est soumise au contrôle financier prévu par le décret du 25 octobre 1935 organisant le contrôle de l'Etat sur les associations ayant fait appel au concours financier de l'Etat.

Elle est soumise également à la circulaire n° 3 300/SG du 15 janvier 1988 du premier Ministre relative aux rapports entre l'Etat et les associations bénéficiaires de financements publics. A ce titre, le projet de budget est transmis pour avis au Préfet, représentant de l'Etat.

TITRE V REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

ARTICLE 22 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'assemblée générale ordinaire, sur avis du Conseil d'administration ou pour répondre aux exigences légales, désigne un Commissaire aux Comptes, conformément à l'article L 823-1 du Code de commerce.

Le Commissaire aux Comptes exerce sa mission de contrôle dans les conditions définies par la loi et celles prévues par les normes et règles de sa profession.

La durée du mandat des Commissaires aux comptes est de six années, qui s'achève à la clôture de l'Assemblée générale devant statuer sur les comptes du sixième exercice.



ARTICLE 23 - PROPRIETE DES ETUDES

Les documents établis en exécution du programme général d'études, financé par subvention, sont la propriété conjointe des membres de l'Agence contribuant au financement de ces études.

Les documents établis en exécution de contrats particuliers sont la propriété du ou des commanditaires.

ARTICLE 24 - RESSOURCES

Les ressources de l'AGAM comprennent notamment :

- Les cotisations des membres.
- Les subventions publiques.
- Les contributions aux fonds de concours qui lui seraient apportés par les collectivités locales, établissements publics ainsi que toutes les personnes publiques ou privées intéressées. Ces fonds de concours pourront comprendre des ressources affectées.
- Les subventions qu'elle pourra solliciter aux lieu et place des collectivités, établissements publics ou privés et sociétés nationales intéressées en exécution des conventions passées avec ceux-ci.
- Le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à contracter.
- Le produit de la vente des biens, meubles et immeubles.
- Les revenus nets de ses biens, meubles et immeubles.
- Les rémunérations des services rendus par l'Agence et notamment des études faites pour le compte des collectivités ou organismes extérieurs à l'Agence, ainsi que le produit des ventes de documents établis par elle.
- Dons et legs.

ARTICLE 25 - DEPENSES

Les dépenses de l'Agence comprennent les frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement, la rémunération des études ou services payés sur contrat, et d'une manière générale, toutes celles nécessaires à l'activité de l'établissement.

ARTICLE 26 - GESTION

La comptabilité est tenue conformément au plan comptable général.

Annuellement, un compte de résultat, un bilan et un rapport d'activités sont établis.

La comptabilité, le budget, le programme d'études, la situation du personnel seront établis conformément aux circulaires et directives des ministres concernés ou toutes nouvelles instructions modifiant ces dispositions.

TITRE VI

MODIFICATION DES STATUTS - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - MODIFICATION

Les statuts ne peuvent être modifiés, sur proposition du Conseil d'administration, que par l'Assemblée générale siégeant en session extraordinaire et se composant au moins de la moitié des représentants des membres.

L'Assemblée générale extraordinaire doit être convoquée au moins quinze jours avant la réunion ; la convocation doit mentionner l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des représentants des membres présents et ayant droit de vote.

Si lors d'une Assemblée générale extraordinaire, le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation sera adressée dans les quinze jours avec le même ordre du jour. Si à cette nouvelle Assemblée le quorum n'est toujours pas atteint, les délibérations auront lieu à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés par les représentants des membres présents ou représentés.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

La dissolution de l'Association ne peut être décidée que dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Lorsque la dissolution est décidée, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

L'actif est dévolu conformément à la loi du 17.7.1901 (art. 9a - décret 16.8.1901) et aux dispositions arrêtées par l'Assemblée générale qui aura décidé la dissolution.

ARTICLE 29 - FORMALITES

Le Président, au nom de l'Assemblée générale, propose la dissolution de l'Assemblée générale. Il est chargé de veiller au respect des formalités de déclaration et de publication par le législateur en vigueur.

Il peut, à cet effet, déléguer tous ses pouvoirs à l'effet d'effectuer ces formalités.

Fait en 6 (six) originaux par l'Association, dont deux destinés au dépôt légal.

A Marseille, le 13 juin 2024

La Présidente de l'AGAM

Laure-Agnès CARADEC

